Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 22 MARS 1979 - N° 879 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

## Paris : 200 sidérurgistes de Longwy au siège d'Usinor

A l'appel de l'intersyndicale, 200 sidérurgistes de Longwy, se retrouvaient mercredi, un peu avant midi, devant le siège d'Usinor à Paris. Les flics en barraient l'accès, et dès l'arrivée des sidérurgistes, ils les ont repoussés. Quelques échanges de coups ont eu lieu. A 11 h 45, le face à face se poursuivait, avec une certaine tension.

## Montpellier : un ouvrier gravement irradié

Lire en page 4

## Lycées : manifestations contre les mesures Beullac

Lire en page 4

**Dans le *Quotidien du Peuple* du samedi 24 mars**

**Contraires au sein du peuple :**

23e congrès du PCF : quel changement ?

**Dossier :**

A Longwy, à Denain, les sidérurgistes disent : «Oui aux actions efficaces !»

### A quelques jours de la signature du traité

# LE TON MONTE ENTRE ISRAEL ET L'EGYPTE

*Le texte du «traité de paix» semble rempli de malentendus, de sous-entendus....il comporterait même des «inexactitudes»...*

Depuis plusieurs jours nous assistons à un échange de propos assez vifs entre les autorités israéliennes et égyptiennes. Le traité de «paix» conclu la semaine dernière, sous l'égide de Carter, et qui devrait être signé officiellement lundi à Washington, continue de donner lieu à des «interprétations» différentes des deux côtés. Selon l'Egypte, ce traité prévoit le retrait total des territoires occupés depuis 1967 (dont notamment la Cisjordanie et la partie Est de Jérusalem) ; mardi Begin déclarait : «*Israël ne reviendra jamais aux frontières d'avant la guerre de juin 1977... Jérusalem, une et réunifiée, restera pour l'éternité la capitale d'Israël*».

Certes, l'Egypte et Israël sont conduits à affirmer, chacun de leur côté, qu'ils n'ont rien cédé sur l'essentiel, en fonction des pressions qui s'exercent sur l'un et sur l'autre. Mais on peut se demander aujourd'hui quel est le contenu exact du texte qu'ils devraient signer lundi prochain. En effet, dans la matinée de mardi, on apprenait qu'un porte-parole américain avait déclaré que le texte que Begin avait entre les mains contenait des «inexactitudes».

«Inexactitudes», «ambiguïtés»... le plan Carter ne semble pas d'une solidité inébranlable. A tel point que les USA s'inquiètent du ton qui monte entre l'Egypte et Israël et que la Maison Blanche n'a pas encore lancé d'invitations et vraiment réalisé les préparatifs pour la cérémonie de signature de lundi à Washington.

Lire en page 8

## L'Elysée annonce le retrait des troupes françaises du Tchad

Lire en page 5

## «A propos du 23 mars»

Tract de la section CFDT d'Usinor-Denain

Lire en page 3

**LUTTES OUVRIERES**

# APRES LA GREVE DES CENTRES DE TRI DE LA REGION PARISIENNE

## • CTA D'EVRY : LA PREMIERE GREVE «ACTIVE»

**Centre de Tri Automatique d'Evry, dans la Zone Industrielle de Bondoufle : 14 jours de grève, la première de cette sorte depuis la création du Centre. Avec des militants CFDT, nous avons discuté de ce mouvement, qui laissera forcément des traces, malgré l'échec revendicatif.**

C'est la première fois qu'ici on a une grève de ce genre, une grève active. Ce n'est pas comme à Créteil, sur bien des points. A Créteil, les gars ont l'habitude de ce genre de lutte, ils ont l'habitude de travailler en intersyndicale, d'une façon réellement unitaire. Par exemple, à la manifestation de Paris, Créteil avait une banderole commune. Ici, les rapports ne sont pas toujours aussi faciles, même si la section CGT a activement participé à la lutte.

On est parti après l'intervention des flics à Trappes, unitairement. On s'est battu sur la plate-forme commune aux centres de tri. Le début a été assez difficile. Au niveau CFDT, à la veille de la grève, au cours d'une coordination des centres de tri de banlieue, on est tombé d'accord pour dire que c'était le moment, que les gars étaient prêts à partir ensemble, après la série d'échecs des grèves isolées. Assez vite, les deux régions syndicales ont lancé un appel à l'action pour les centres de tri automatiques.

Sur le centre, la grève s'est nettement renforcée après l'intervention des flics. Il faut dire qu'ils ont envahi le centre en quelques minutes. Il y a eu 100 % de grévistes, tout de suite après.

Pendant toute la première semaine de grève, il y a eu une progression, jusqu'à la manifestation centrale. Ici, il y avait des piquets continuellement. Pour nous, la manifestation devait être le point de départ pour l'extension du mouvement à la province. Tout le monde a vu ce qui s'est passé, la volonté des fédérations d'empêcher les gars d'aller plus loin, de disperser tout le monde au plus vite. Les gars ont été écœurés, surtout ceux qui ne sont pas organisés. Pourtant, ici, de très nombreux non-syndiqués ont participé activement à la lutte !

Les liaisons avec les autres centres, ça a été difficile. Il y avait bien le téléphone, ou les délégations dans les autres centres. On est allé à Issy-les-Moulineaux, à Créteil, mais ça ne suffit pas.

Pas mal de gars remettent en cause les fédérations, y compris des syndiqués CGT. Des militants de base CGT demandent une réunion pour faire le bilan, et établir les responsabilités. Par exemple, le département 91 PTT - CGT a distribué un tract, après la reprise, pour faire porter la responsabilité de l'échec à la seule fédération CFDT, en reprenant les arguments du genre : *«C'est le recentrage... d'ailleurs la CFDT refuse de s'associer à la marche sur Paris...»* Nous sommes d'accord pour dire que la fédération CFDT n'est pas blanche dans cette lutte, mais ce tract a été une tentative de se laver les mains, de la part de la CGT. Ils sont même allés jusqu'à encourager la poursuite de l'action, un peu comme à Créteil, alors que pratiquement tout le monde avait repris dans la région parisienne précisément parce que les fédérations refusaient d'étendre le mouvement ! Cette intervention est très mal passée, des militants CGT ont refusé de distribuer le tract, en disant que la fédération CGT avait des responsabilités particulièrement importantes dans l'échec.

Visiblement, les fédérations ne voulaient pas de ce mouvement. Pendant la grève, et encore maintenant, elles n'arrêtent pas de parler de la grève tournante par secteur à la fin mars. Nous, nous n'en voulons pas !

**Monique CHERAN**

## • NANTES-GARE : REMISE EN CAUSE DE LA TACTIQUE DE LA FEDERATION CGT-PTT

**Il se passe aujourd'hui quelque chose de nouveau dans la section syndicale CGT du centre de tri automatique de Nantes-gare, où tous les délégués de la CGT sont au PCF.**

Lundi 12 mars, la réunion de la Commission exécutive a été mouvementée et très intéressante ; c'est peut-être la fin d'une situation bloquée volontairement par le PCF au niveau des PTT sur Nantes. En effet, dans d'autres centres de tri, la ligne du PCF est contestée au sein même des sections syndicales ; ce n'était jusqu'à présent pas le cas à Nantes-gare. Tout au plus, ne voyant pas comment faire barrage à l'appareil du PCF, un nombre non-négligeable de postiers nantais avait quitté le syndicat après la grande grève de 1974.

Aussi, aujourd'hui, avec la reprise aussi rapide des CTA parisiens, plusieurs syndicalistes ont demandé des comptes par rapport aux attitudes de la fédération, pour une grande part responsable de la reprise dans les centres de tri ; ainsi, ce syndicaliste : *«Pourquoi l'information a-t-elle mal circulé entre les différents centres parisiens et la province ? Nous n'avons pratiquement pas été informés par écrit sauf dans les derniers jours de la semaine précédent la reprise ? Pourquoi l'assemblée générale d'information n'a-t-elle eu lieu que 48 heures avant la reprise ?* Cet autre syndiqué, délégué : *«On a l'impression parfois que la fédé ne tient pas compte des aspirations des gars»*. Car le désir des postiers était de généraliser la grève nationalement à tous les centres de tri et aux bureaux. Il existe des revendications spécifiques de bureaux ou de régions. Ainsi, pour Paris, les postiers demandent une prime de vie chère de 500 francs. En attendant, nationalement, il existe des revendications unifiantes :

— la réduction du temps de travail à 35 heures sur 5 jours ;

— l'embauche d'effectifs (nationalement, il est demandé 50 000 emplois supplémentaires) ;

— l'amélioration des conditions de travail (baisse ou suppression des cadences) ;

— le problème de santé concernant les PIM, où les agents s'abîment les yeux à fixer pendant 8 heures un écran. Ils demandent également des visites médicales pour la vue, régulières et sérieuses ;

— contre la répression syndicale.

*«Les conditions sont réunies pour passer à un mouvement d'ensemble dans les PTT, car il y a un énorme ras-le-bol chez les postiers ; mais quand la fédération met des bâtons dans les roues, il faut lui demander des comptes»* affirme ce délégué CGT ; une proposition viendra d'un autre syndiqué : *«A partir du 28 mars (grève générale aux PTT), si le rapport de forces est majoritaire ou près de l'être, (à Nantes-gare) il faudra impérativement le lendemain, partir en grève reconductible ou illimitée, et là, bien des gars étant écœurés par les grèves de 24 heures n'apportant strictement rien, se ressentiront mobilisés pour se battre sur les revendications unifiantes ou propres au bureau. Car beaucoup voient bien que le gouvernement est intransigeant, et en lui imposant un rapport de force majoritaire de tous les PTT en grève, il prendra beaucoup plus au sérieux l'affaire, que les journées de 24 heures démobilisatrices et sans perspective que nous proposent les fédérations et dont, d'ailleurs, s'accommodent très bien gouvernement et administration, puisque de toute façon le boulot sera fait le lendemain»*.

Bien sûr, à Nantes-gare et ailleurs, beaucoup de gars prennent comme référence, par rapport à un mouvement dur, la longue grève de 1974. Une des différences avec la période actuelle est que cette grève dure était isolée, ou presque, car à l'automne 1974, presqu'aucun secteur ou boîte n'était en lutte... Ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

**Corr. PTT**
**NANTES-GARE**

## • CENTRE DE TRI D'AUSTERLITZ : UNE GREVE DIFFICILE

Eh oui, encore une fois, les postiers du centre de tri de Paris et de la banlieue sont partis en grève pour :

— L'augmentation des effectifs ;

— La diminution du temps de travail (35 heures en jour) ;

— Une indemnité spéciale région parisienne de 500 F

— La revalorisation des frais pour les ambulants (employés qui trient le courrier dans les trains) ;

Une semaine de grève sur Paris et entre 8 à 12 jours en banlieue. La quasi totalité des centres ont participé au mouvement mais d'une façon inégale. Beaucoup de combativité en banlieue : personnel plus jeune, organisation syndicale moins traditionnelle, centre de tri ghetto, etc.

A Paris, certains centres combatifs comme Brune, Tolbiac, Est... mais des difficultés sérieuses sur les deux plus gros centres :

- à PLM, blocage de la CGT appelant contre cette grève. Les camarades du PLM ne sont sortis que 24 heures (en fait à cause de Denain).

- à Austerlitz, où nous avons eu beaucoup de mal. Chiffre de grévistes largement minoritaire. Les fédérations CGT et CFDT avaient prévu entre le 19 et le 30 mars des actions (de 24 heures) sur toutes les branches des PTT.

Cette action des centres de tri contrariait leur projet. On a donc assisté à une «descente» en règle de cette grève : pas d'information et aucune volonté d'extension.

Les fédérations ont laissé la grève des centres de tri se «casser la gueule» (la CGT la jugeait trop gauchiste et la CFDT a encore eu un comportement bureaucratique).

Aucune riposte fédérale n'a même été envisagée lors de l'intervention des gardes mobiles contre de nombreux centres : Créteil, Nanterre, Trappes-Est, Brune, Austerlitz, etc.

Dans ce climat, la grève était difficile à tenir. A Austerlitz, la grève locale de janvier (de deux à quatre jours suivant les brigades) a pesé, surtout à cause des retenues sur le salaire.

Une division très nette entre le personnel est apparue :

— les plus anciens démobilisés par l'échec et la désunion de la gauche.

— Une partie importante du personnel hésitant à entrer en grève. La peur de se battre et de ne rien obtenir (en fait perdre de l'argent pour rien).

— Et une minorité combative, par exemple, blocage des camions et du trafic.

**CETTE GREVE A-T-ELLE ETE INUTILE ?**

Il est vrai que pour le moment le bilan est nul. Mais une grève combative et reconductible paie toujours à long terme.

Notre problème reste : comment se battre avec le maximum du personnel et gagner.

Quel niveau de lutte : centre de tri ? Région parisienne ? Fédéralement ? Ou tous ensemble ? (en s'appuyant sur les secteurs les plus combatifs, PTT, SNCF, Banque, SFP, Sidérurgie...), sur des revendications unifiantes (par exemple la réduction du temps de travail).

Il sera nécessaire pour cela de peser sur les directions syndicales, afin d'éviter les 24 heures sans lendemain.

**Un syndiqué CFDT**

**Le Quotidien du Peuple**
**Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19**
**Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J**
**CCP N°23 132 48 F - Paris**
**Directeur de Publication : Y. Chevet**
**Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP**
**Commission Paritaire : 56 942**

# Multiples initiatives dans les bassins sidérurgiques

A quatre jours de la marche sur Paris, les travailleurs de la Sotracomet occupaient les bureaux de la Sollac à Florange. Mercredi le sort de Sacilor était examiné à Paris et les licenciements confirmés. Sur place, dans la vallée de la Fensch, l'Intersyndicale diffuse un tract appelant à participer aux manifestations organisées vendredi sans plus de précision. Mais, la CGT pour sa part mobilise activement pour se rendre à Paris tandis que la CFDT appelle à un rassemblement le même jour à Florange à 14 heures. A cette occasion, elle envisage de débattre avec les sidérurgistes ; une animation est prévue.

Un responsable CFDT de la sidérurgie lorraine confirme par ailleurs que, mercredi, des bus amèneront des sidérurgistes de la CFDT de Longwy à Paris. L'UIS CFDT dans son *SOS-Emploi* n°17 annonçait en effet (voir le QdP d'hier) : *«Le 21 mars se tient la dernière réunion sur l'avenir de la sidérurgie de Longwy. Elle sera décisive. La possibilité d'un rassemblement à Paris le 21, pendant la réunion, à la porte d'Etchegaray, est fortement prise en compte par la CFDT».*

A Denain, la journée portes ouvertes qui devait se tenir mercredi était activement préparée. La CFDT, FO et la CGC n'appelaient pas à la grève ce jour là car *«ce que nous voulons faire visiter, ce n'est pas une usine morte mais vivante»*. La CGT a fait savoir par l'intermédiaire de *Liberté*, édition locale de *L'Humanité*, qu'elle ne s'associerait pas à cette action. Un porte-parole de la CFDT d'Usinor-Denain affirme par ailleurs qu'*«il est peu probable que la journée de vendredi prenne à Denain la forme d'une grève active»* comme l'avait demandé la fédération de la métallurgie ; *«ça apparaîtrait comme du sabotage de la marche»* affirme-t-il...

Toutefois la CFDT a déjà arrêté plusieurs initiatives. Entre autres, elle met sur pied pour le mardi 27 probablement une marche sur Dunkerque. Il est prévu que les sidérurgistes de Sedan et de Longwy prennent toute leur place dans cette initiative. Le but de la marche, explique Albert Dhennain, responsable CFDT, *«C'est de mener une grosse discussion pour élargir la lutte. Bientôt, Etchegaray demandera aux gars de Dunkerque d'augmenter la production de façon conséquente. Il nous a dit une fois qu'il avait fait le pari que Dunkerque pourrait sortir 7 millions et demi de tonnes. Actuellement ils en sont à 4,5 millions...»*

C'est pour convaincre les gars de Dunkerque de refuser de faire la production des usines, qu'Etchegaray liquide, que les sidérurgistes CFDT de plusieurs bassins se rendront à Dunkerque. Là-bas, la souscription pour financer leur voyage a rapporté une somme conséquente ; *«Jamais une collecte n'avait tant rapporté chez nous»* disait un militant.

### UNE NOUVELLE RADIO DE LA CGT

**Après la mise en place à Longwy d'une *Radio Lorraine Cœur d'Acier*, la CGT vient de créer une nouvelle radio. C'est une initiative des UD-CGT du Nord Pas-de-Calais. Son nom : *Radio 23*... mars bien entendu. Cela suffit pour deviner son but.**

# Tract CFDT section Denain

# A PROPOS DU 23 MARS

Chaque travailleur de l'usine a maintenant pu faire son analyse de la situation après les événements terribles des 6, 7 et 8 mars, après la manifestation du 10 mars et après la réunion du 13 mars avec Etchégaray sur Denain.

Cette dernière réunion a confirmé brutalement l'arrêt de la production de fonte et d'acier à Denain entre septembre et novembre 1979 suite à l'intervention scandaleuse de Barre à RTL dans les négiciations. Pour la CFDT qui exige le maintien de la fonte et de l'acier à Denain, pour la CFDT, qui a utilisé tous les moyens pour y parvenir, nous arrivons maintenant à un tournant capital dans ces négociations. Nous avions vivement souhaité devant la gravité exceptionnelle de nos problèmes que les sidérurgistes aillent défendre leurs exigences eux-mêmes à Paris et immédiatement.

Il est impératif pour nous que des problèmes d'une telle envergure **ne soient pas noyés** dans des catalogues où chaque profession, de l'éleveur de porc au postier, se retrouve. Et pour la CFDT, c'est bien ce qui risque de se passer à Paris le 23 mars. D'autre part, la démonstration de récupération politique, qui le 10 mars à Denain a scandalisé bon nombre de camarades, a beaucoup de chance de se renouveler à Paris.

N'oublions pas que le 23 mars ce sera juste entre les deux tours des cantonales. La CFDT reconnaît qu'après les événements, les choses ne sont pas faciles. Et pour que les sidérurgistes de Denain gardent une chance de sauver l'usine, il faut deux choses : l'**union** entre tous les travailleurs, et surtout l'**efficacité**.

La CFDT tient à l'union et fera tout pour qu'elle soit préservée. Mais, et nous le répétons, l'efficacité pour nous se trouve sur le terrain sidérurgique.

C'est pourquoi avant et après le 23 mars il faut maintenir notre pression. La CFDT a proposé un calendrier d'actions aux sidérurgistes. Le 21 mars, journée de lutte dans tout le Valenciennois avec porte ouverte à Usinor-Denain, Trith et la Chiers à Anzin. Le 27 mars, montée des sidérurgistes de Denain, Trith-Valenciennes, Longwy, Sedan, Montataire à Dunkerque pour organiser ensemble après débat des formes de luttes efficaces et coordonnées entre les usines.

Dunkerque est prêt à entrer dans la lutte, ne laissons pas passer cette chance.

Ainsi, à partir de notre exigence fondamentale que nous maintenons avec détermination (maintien de la fonte et de l'acier à Usinor-Denain), la CFDT entend avec vous étendre et accentuer la pression dans tout le groupe Usinor et dans toute la sidérurgie française. Nous pouvons encore faire changer le plan Etchegaray. Mais après ce qui s'est passé, il est indispensable que nous sortions du ghetto dans lequel le pouvoir voulait nous enfermer.

Denain doit rester un des points forts de l'action, mais Dunkerque qui le souhaite est capable de renforcer cette action. Alors, ne laissons rien de côté, tous unis, tous déterminés, nous n'avons pas encore perdu. Si chacun a désormais le souci de l'efficacité, nous ferons encore reculer le pouvoir et Etchegaray.

**Usinor-Denain**
**le 20 mars 1979**

# LONGWY : LUNDI ET MARDI *RADIO SOS-EMPLOI* BROUILLEE PAR *RADIO LORRAINE CŒUR D'ACIER*

Dans notre édition d'hier, nous soulevions une longue série de questions à propos de la radio CGT *Radio Lorraine Cœur d'Acier* implantée depuis samedi à Longwy. Inaugurée en grande pompe, bien que sa création ait été tenue dans le secret, cette radio, qui ne revendique aucunement l'étiquette de «libre», semble plutôt mettre des bâtons dans les roues de l'autre radio : *Radio SOS-Emploi*, et qui émet depuis la mi-décembre. Une concurrence bien déloyale, qui n'a pas grand chose à voir avec l'unité tant réclamée, et qui s'inspire directement des méthodes bureaucratiques du PCF : imposer son point de vue, coûte que coûte, qu'importent les moyens ; ici en «noyant» les émissions de *Radio SOS-Emploi*, ailleurs comme dans certains départements de la région parisienne, en refusant par exemple de livrer le moindre espace des publications locales, dont le PCF détient le monopole, à des travailleurs de ses municipalités lorsqu'ils sont en grève pour faire aboutir des revendications. Le PCF les juge alors dans ce cas inopportunes, et faisant le *«jeu de la droite»*.

Au-delà d'une certaine puissance (RLCA : 600 watts), les émetteurs modulation de fréquence, au lieu d'occuper un point très précis (comme *Radio SOS-Emploi*, situé sur un point entre 100 et 106 Mhz) de la bande des fréquences, tend à «s'éparpiller» et à occuper une large place qui peut être très importante. Pour éviter cela, il existe un système relativement simple, que ne manquent certainement pas de connaître les «techniciens professionnels» de *Radio Lorraine Cœur d'Acier*. Ce système «découpe» cette plage en plusieurs bandes qui peuvent être répercutées sur diverses fréquences, empêchant de couvrir des postes qui émettent sur des fréquences voisines.

L'équipe de radio de l'UL-CGT semble ne pas s'en être préoccupée ; mieux, elle semble s'en accommoder. Dans notre édition d'hier nous signalions l'impossibilité de recevoir des émissions de *Radio SOS-Emploi* de lundi soir. Malgré une lettre adressée mardi par l'UIS-CFDT de Longwy à l'équipe de la nouvelle radio, cette dernière récidivait le mardi soir ! Et lorsque vous décrochez le téléphone pour signaler «l'incident», l'équipe radio de l'UL-CGT déclare que *Radio SOS-Emploi* n'a qu'à décaler ses horaires d'émission !

Quant au contenu des émissions de *Radio Lorraine Cœur d'Acier*, elle est parsemée de «cocorico» chauvins, que le PCF ne renierait pas ! La marche du 23 mars est en très bonne place sur ces ondes, ce qui fait dire à certains que c'est une véritable campagne d'intoxication.

Nous publions ci-dessous deux textes de l'UIS-CFDT :

— Une lettre à l'équipe de la radio de l'UL-CGT, remise dans la journée de mardi.

— Un communiqué de presse diffusé auprès des journaux.

**P.C.**

### Rectificatif

Dans notre article de notre édition d'hier intitulé «Radio Lorraine Cœur d'Acier *à Longwy : Quelle expression pour les travailleurs ?»*, il fallait lire, à la fin du chapitre intitulé «Quelles origines ?» : *«Quant au financement de Radio Lorraine Cœur d'Acier, le responsable a beaucoup de difficultés à affirmer, qu'elle n'est financée* ***que*** *par l'UL CGT».*

### A L'UNION LOCALE CGT, A L'EQUIPE DE *RADIO LORRAINE CŒUR D'ACIER*

*Chers camarades, notre émission* Radio SOS-Emploi *qui a lieu chaque soir à partir de 18 h 45, entre 100 et 106 mégahertz a été brouillée par votre émetteur* Radio Lorraine Cœur d'Acier *le 19 mars. La situation a amené de nombreux auditeurs à nous téléphoner pour nous signaler leurs regrets de ne pouvoir entendre leur émission habituelle, à l'écoute et au service des travailleurs et de la population.*

*Nous vous demandons d'éviter que se renouvelle cet incident technique soit en diffusant à un autre horaire, soit en décalant votre fréquence, et dans un souci de respect mutuel de nos auditeurs et de notre travail militant.*

*Nous informons les auditeurs qui n'ont pu nous entendre par voie de presse.*

*Recevez, camarades, nos salutations syndicalistes.*

**UIS-CFDT-LONGWY**

### COMMUNIQUE DE PRESSE

Radio SOS-Emploi *tient à présenter ses excuses à tous ceux qui n'ont pu capter son émission lundi soir à 18 h 45. En effet, celle-ci a été brouillée par la station émettrice de* Radio Lorraine Cœur d'Acier, *et cet incident regrettable est indépendant de notre volonté. Dans une lettre adressée à la CGT-Longwy, l'UIS-CFDT demande que dans un souci mutuel des auditeurs et du travail des militants* Radio Lorraine Cœur d'Acier *évite : soit d'émettre à cet horaire, soit d'occuper une fréquence trop voisine. La CFDT rappelle que* Radio SOS-Emploi *émet tous les soirs sur Longwy depuis le 16 décembre dernier à partir de 18 h 45, entre 100 et 106 mégahertz, et qu'elle fêtera sa centième émission samedi 24 mars.*

*A cette occasion,* Radio SOS-Emploi *diffusera un programme spécial à tous ses fidèles auditeurs qui sera relayé pour la première fois par un nouveau point d'émission sur le secteur de Longuyon. Dans un premier temps, le poste de Longuyon émettra chaque samedi à 18 h 45 entre 100 et 104 mégahertz, pour la CFDT.*

**UIS-CFDT-LONGWY**

POLITIQUE

# LES PROJETS DE MODIFICATION DES STATUTS DU PCF

## Quelques points de repère

**Les projets de modifications des statuts du PCF tels qu'ils sont proposés au 23e congrès de ce parti, comportent une série de formulations nouvelles, au niveau des références idéologiques de ce parti. Nous avons examiné dans nos précédentes éditions ce qu'il était advenu de la référence au marxisme-léninisme, ainsi que de la définition du «socialisme» que ce parti déclare vouloir se fixer comme but.**

**Nous envisageons aujourd'hui quelles modifications la direction prévoit d'introduire quant au fonctionnement interne du PCF. Nous étudions aujourd'hui la manière dont la direction pose la question ; nous indiquerons dans un prochain article les changements concrets que la direction du PCF compte introduire dans le fonctionnement interne.**

### 3 - La référence au centralisme démocratique

La référence au centralisme démocratique est un des points de ses statuts que le PCF ne peut guère abandonner. Il ne s'agit plus depuis longtemps pour lui du principe d'organisation qui permet à un véritable parti communiste de centraliser les idées justes des masses, telles que les recueillent les cellules dans leur pratique de masse, mais bien plutôt de trouver les moyens d'étouffer les aspirations révolutionnaires des masses, de centraliser les idées fausses qui lui permettent d'élaborer son projet de capitalisme d'Etat.

La référence au centralisme démocratique continue toutefois d'être nécessaire pour le PCF. Il retient de ce principe d'organisation certaines formes de fonctionnement : la soumission de la minorité à la majorité, de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, l'interdiction de la constitution de tendances et de fractions. Ces formes du centralisme démocratique, vidées de tout contenu révolutionnaire, permettent à la direction du PCF d'assurer à ce parti une cohésion supérieure à celles d'autres partis bourgeois : qu'on imagine ce qui se produirait si le PCF admettait, par exemple, la constitution de tendances en son sein, si son congrès se présentait comme celui du parti socialiste, avec une multiplicité de motions !

Pas question donc pour le PCF de remettre en cause la référence au centralisme démocratique. Ce pendant, un certain nombre de points se trouvent modifiés dans la formulation de ce principe et dans les règles mêmes de fonctionnement du PCF.

**UN «PRINCIPE» NON DÉFINI**

Les statuts jusqu'à présent en vigueur affirmaient : *«Le centralisme démocratique constitue le principe fondamental sur lequel repose la vie intérieure du parti. Basé sur la théorie révolutionnaire du parti, le centralisme démocratique conditionne la cohésion idéologique et politique du parti, son unité d'action».* Suivait une liste des principes du «centralisme démocratique» concernant la libre discussion, l'application par tous des décisions prises par la majorité, l'élection et la responsabilité des directions, la soumission de l'échelon inférieur à l'échelon supérieur, la critique et l'autocritique.

Le nouveau projet de statuts précise (article 5) : *«Pour assumer son rôle révolutionnaire dans la société, le parti communiste français a des règles de vie qui lui permettent :*
*—d'élaborer et de développer démocratiquement sa politique et sa réflexion théorique ;*
*— d'assurer l'unité d'action des communistes qui garantit la clarté et l'efficacité de son action politique ;*
*— d'élire démocratiquement ses directions à tous les échelons.*
*Le centralisme démocratique constitue le principe fondamental qui détermine les règles de la vie intérieure du parti qui concernent : l'information des communistes, la discussion dans le parti, les décisions des organismes du parti et leur application, l'élection des directions».*

Suivent quatre articles portant respectivement sur chacun des points énoncés auparavant : l'information, la discussion, les décisions et l'élection des directions.

Il peut paraître étrange que le centralisme démocratique, auquel se réfère le PCF, ne se trouve jamais défini. Qu'on relise de près le texte proposé : la seule définition du centralisme démocratique est qu'il constitue le principe fondamental qui détermine les règles de la vie intérieure du PCF. Puis on passe à ces «règles de vie». Il peut sembler paradoxal que l'on indique des «règles» sans définir le «principe» qui est censé les déterminer. Il y a pourtant là une logique : le PCF ne peut pas indiquer clairement à quoi lui sert la référence au centralisme démocratique : centralisme pour concentrer quelles idées ? Et quelle démocratie que celle qui permet à peu près de s'exprimer dans sa cellule, mais qui laisse la ligne s'élaborer en haut ?

Les dirigeants du PCF passent à la trappe le fond de la question, mais noircissent beaucoup de papier pour exposer le détail des règles, de fonctionnement. Nous étudierons dans notre prochain article les modifications précises apportées au fonctionnement interne du PCF.

**(à suivre)**

**François NOLET**

## • Cantonales : Nette progression des candidats de l'UOP (Union ouvrière et populaire)

Dans le cadre des élections cantonales, plusieurs candidats se sont présentés au nom des comités locaux d'Union Ouvrière et Populaire. Leur campagne était essentiellement axée sur le problème du chômage dans les cantons concernés, en liaison avec les luttes des travailleurs. Les résultats obtenus montrent une nette progression, comparativement aux résultats enregistrés lors des législatives de l'année dernière. Même si cette comparaison ne peut bien sûr qu'être indicative, elle est révélatrice d'une tendance nette :

— Dans l'Orne, dans le canton du Theil-sur-Huisne, le candidat de l'Union Ouvrière et Populaire obtient 6,68 % des suffrages exprimés. Lors des législatives, le candidat UOP avait obtenu 0,8 %.

— Dans l'Isère, dans le canton de Grenoble 4, l'UOP obtient 3,70 % des voix. Sans mener campagne, l'UOP avait aussi fait acte de candidature dans le canton de Grenoble 1, où elle obtient 1,16 %. L'année dernière, l'UOP avait obtenu sur Grenoble 0,25 %.

— Dans le Maine-et-Loire, les comités locaux UOP présentaient deux candidats. Dans le canton de Saumur Sud, l'UOP, qui avait obtenu 1,13 % des voix en 1978, atteint cette fois-ci 3,25 %.

— Dans le canton d'Angers 4, le candidat de l'UOP obtient 1 %.

— Il convient enfin de signaler le score réalisé par la candidate «pour les luttes, pour le socialisme», dans le canton de Caen 4 : elle obtient 3,54 % des inscrits. Présent sur le même canton, le PSU recueille 3,93 % des suffrages. En 1978, l'UOP avait obtenu 0,30 %.

## • Autonomes lourdement condamnés à Rouen

Nous apprenons que le vendredi 9 mars, trois militants accusés d'avoir déposé des engins incendiaires devant une gendarmerie à Rouen — pour protester contre l'extradition de Klaus Croissant — ont été condamnés à des peines de 18, 15 et 12 mois de prison ferme. Ces lourdes condamnations — sans commune mesure avec les faits reprochés — se sont accompagnées des traditionnelles méthodes policières : perquisition, isolement le plus total pendant l'internement, tribunal envahi par les flics pendant le procès.

## Marseille : nouveaux affrontements

Après les violents affrontements de lundi entre des lycéens marseillais et les flics, la manifestation de mardi s'annonçait dure dans la ville de Marseille. A l'appel des syndicats d'enseignants, plusieurs milliers de manifestants (de 10 à 15 000) se rassemblaient à la porte d'Aix tôt le matin. Les élèves des LEP se regroupaient et décidaient de faire leur propre manifestation, avec leurs revendications spécifiques. Des mots d'ordre contre le racisme dans les lycées étaient scandés, ainsi que des slogans contre le chômage.

Vers 19 h 30, le cortège des profs rejoignait celui des lycéens sur la Canebière. Les syndicats enseignants appellent à la dispersion. Elle ne sera pas entendue par 5 000 lycéens qui décident de remonter vers l'inspection académique. Les flics s'y étalent, et vers 11 heures, déclenchent les hostilités avec des grenades lacrymogènes. Les affrontements se poursuivront jusque vers 19 h 30 autour de la fac Saint-Charles, proche de l'inspection académique. Une trentaine de blessés parmi les manifestants, et quatre arrestations.

Manifestation également à Paris, à l'appel des syndicats enseignants. Les lycéens y seront aussi, au nombre de 5 000 (2 000 pour les profs). Beullac et sa réforme y furent fustigés par les manifestants. Là aussi, des mots d'ordre contre le chômage furent scandés.

Manifestation également dans d'autres académies, notamment à Besançon, où des manifestants ont occupé un moment le rectorat et les bureaux de l'Ecole Normale.

Dans le Val-de-Marne, une quinzaine de lycées sont en grève.

## Montpellier : un ouvrier gravement irradié

Un contremaître de l'entreprise UIE de Montpellier ramasse, le jeudi 8 mars, dans la cour de cette petite entreprise métallurgique, une pièce métallique inhabituelle. Il la remet presque immédiatement à un ouvrier ajusteur, René Baulier. Ce dernier n'attache pas une grande importance à ce petit objet brillant, et le met machinalement dans sa poche.

Ce petit bâtonnet, que rien ne distingue d'une autre pièce métallique, a pourtant un caractère particulièrement dangereux : c'est de l'iridium 192, une source radioactive plus «riche» que l'uranium. Il le gardera dans sa poche, contre sa cuisse, jusqu'à la fin de la journée, lorsqu'il se change.

Cet iridium 192 avait été utilisé le matin par une entreprise pour vérifier des soudures effectuées sur du matériel destiné aux forages pétroliers de la mer du Nord. Comment cette source radioactive a-t-elle pu s'égarer aussi vulgairement, malgré les mesures de sécurité qui sont normalement prises pour de tels matériaux ?

Dans la soirée du même jeudi, l'entreprise responsable s'apercevait de sa perte, et faisait rechercher le fameux bâtonnet. Monsieur Baulier est évacué vers 23 heures sur l'hôpital de Montpellier. Mais l'ouvrier ajusteur a déjà «encaissé» la dose formidable de 200 rems, soit quarante fois la dose annuelle admissible ! Il sera ensuite transféré à la fondation Curie, à Paris, où les médecins se refusent à se prononcer sur son état. Les conséquences en effet pour les contaminations radioactives sont difficilement diagnosticables dans l'immédiat...

Une affaire qui doit éveiller la vigilance des travailleurs devant les risques considérables de ces matières apparemment anodines, et dont l'usage se développe sans cesse.

## • Les victimes d'un contrôle de police illégal condamnés par la Cour d'appel de Douai

La cour d'appel de Douai (Nord) vient de condamner à des amendes de 600 et 300 francs deux travailleurs qui, lors d'une patrouille de police, avaient refusé de présenter leurs papiers aux flics. Poursuivis pour *«rébellion, outrages et violences à agents dans l'exercice de leurs fonctions»,* ils avaient, lors de la première instance, été condamnés mais dispensés de peines. Dans ses attendus le tribunal reconnaissait en effet la culpabilité des deux inculpés, mais que cette opération de police n'était couverte par aucun texte légal, et ne se trouvait réglementée que par des circulaires.

La cour d'appel confirme ces attendus, se référant à la jurisprudence, et impose les amendes. La jurisprudence notifie que tout citoyen doit se soumettre à toute opération d'autorité «légitime», même si elle s'avère illégale, quitte à exercer un recours par la suite... C'est aussi simple que cela.

## • En bref...

• La grève de l'imprimerie de l'Est (Besançon) continue mais les négociations sont toujours bloquées après l'expulsion des travailleurs des locaux. Il s'est avéré que le procureur de la République est en possession de 4 000 francs de collecte qu'il a donc pris aux grévistes au moment de l'occupation des locaux par les forces de l'ordre.

• Mardi 20, il y a eu une grève à l'*Est Républicain*, le journal n'est pas sorti.

Alors que les négociations Chine-Vietnam doivent s'ouvrir

# MOBILISATION GÉNÉRALE AU VIETNAM ET AU LAOS

A la veille du retrait total des troupes chinoises du Vietnam, le 16 mars, le gouvernement de Hanoï a promulgué un *«arrêté sur le travail et l'entraînement militaire dans les nouvelles circonstances»*. Selon cet arrêté : *«Tous les cadres, les ouvriers et les membres des coopératives passeront au régime de dix heures de travail par jour, dont huit réservées au travail ou à la production et deux à l'entraînement militaire ou au service de garde. Toutes les écoles, à l'exception des écoles primaires, peuvent cesser leurs cours pendant une ou deux semaines pour la formation militaire d'urgence. Le système de travail et d'entraînement sera mis en application à l'échelle nationale à partir du 15 mars»*. Les autorités vietnamiennes avaient lancé le 5 mars un ordre de mobilisation générale pour *«la militarisation et l'armement de toute la population»*. Ces mesures sont destinées en particulier à regarnir les forces d'occupation vietnamiennes au Kampuchéa, plusieurs divisions ayant été transférées au Nord, près de la frontière chinoise. En même temps, cette mobilisation permet au gouvernement de faire appliquer une discipline militaire à l'encontre des mécontents et de ceux qui voudraient refuser la politique de guerre des dirigeants vietnamiens.

Au Laos, alors que le gouvernement laotien reprend les accusations formulées par Moscou et Hanoï contre la Chine, il semble que des mesures de mobilisation soient également prises, bien qu'elles ne soient pas annoncées à l'extérieur. En effet on signale un afflux exceptionnel de réfugiés du Laos en Thaïlande : il s'agit, dans une très large mesure, de jeunes fuyant une mobilisation qui, selon eux, toucherait tous ceux qui ont entre 18 à 45 ans. Ainsi le Laos suivrait le Vietnam dans sa politique de militarisation, alors que le Laos lui-même est occupé par 50 000 soldats vietnamiens. D'autre part, le prince Souphanouvong, conseiller du gouvernement laotien, vient d'arriver en visite officielle à Phnom Penh. Il s'agit de la deuxième visite rendue au régime fantoche installé par les troupes vietnamiennes, la première ayant été celle de Pham Van Dong lui-même en février. Rappelons que le Laos, après avoir entretenu de bonnes relations avec le gouvernement du Kampuchéa démocratique, avait pris parti pour le «FUNSK» et l'agression vietnamienne à la fin de l'année dernière.

La tension entretenue par Hanoï au Vietnam et au Laos, son rejet des votes de l'ONU réclamant un retrait du Kampuchéa laissent assez mal augurer des négociations avec la Chine qui devraient en principe s'ouvrir la semaine prochaine.

# LE DEPART DES TROUPES FRANÇAISES DU TCHAD ANNONCÉ

Mardi, l'Elysée a annoncé officiellement le début du retrait des troupes françaises du Tchad. Les troupes françaises n'ont pratiquement pas cessé d'intervenir dans ce pays depuis 1968, date à laquelle le FROLINAT avait commencé une lutte armée contre le gouvernement néo-colonial et l'impérialisme. Les accords militaires avaient été rompus, pour une courte période en 1975 pendant une période de tension entre la France et le gouvernement tchadien à cause de l'affaire Claustre. Mais de nouveaux accords avaient été signés par Malloum et Chirac en mars 1976. L'intervention du corps expéditionnaire français devait donc reprendre, et avec une particulière importance en 1978, puisque plus de 3 000 hommes des troupes d'infanterie coloniale appuyés par des Jaguar avaient pu défendre le gouvernement de Malloum contre une offensive générale du FROLINAT. Depuis, la situation du régime défendu par l'impérialisme français n'avait fait que se dégrader, à tel point que Giscard devait avancer un nouveau plan, celui consistant à démembrer le Tchad en mettant en avant Hissène Habre.

*Troupes françaises au Tchad. Chargement de roquettes sur un Jaguar*

La décision française est une conséquence de l'accord conclu la semaine dernière à Kano au Nigeria entre les différentes parties tchadiennes. Etant donné que les deux rivaux du gouvernement central et les différentes fractions du FROLINAT acceptaient la médiation des pays africains et la présence de forces militaires africaines, en particulier du Nigeria, la présence des troupes françaises devait logiquement cesser.

Reste à savoir quelle est la portée de la mesure annoncée par l'Elysée. Concerne-t-elle les très nombreux conseillers et mercenaires français qui sont en «retraite anticipée» au service de Malloum ou de Habre ? Sur combien de temps ce retrait va-t-il s'étaler ? Et à qui ces troupes vont-elles laisser des armes ? Ces questions doivent être posées pour savoir si de nouvelles manœuvres ne se cachent pas derrière cette annonce.

# PEROU : LE DIKTAT DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL ET LES LUTTES DE MASSE

**■ Le Pérou, où, au cours des dix dernières années la domination étrangère, particulièrement américaine s'est considérablement renforcée, traverse actuellement une grave crise économique. La junte militaire péruvienne qui a accumulé une dette extérieure parmi les plus importantes du monde, n'envisage de faire face à cette crise qu'en se soumettant encore davantage aux pressions du Fonds Monétaire Internationale. Cette politique rencontre une opposition croissante des ouvriers et paysans péruviens.**

On ne peut parler seulement de pressions du Fonds monétaire international, ni de conseils pressants. Devant faire face à la dette extérieure, se débattant dans la crise économique, la junte militaire sollicitait l'an dernier un crédit de 1 000 millions de dollars pour faire face à ses échéances. Après plusieurs missions d'experts du Fonds monétaire international, cet organisme décidait de refuser ce nouveau crédit, considérant que le Pérou n'avait pas respecté les clauses de l'accord de Stand-By et obtenait l'ajournement d'un crédit de 260 millions de dollars qui devrait être financé par un consortium de 50 banques européennes, japonaises et américaines. Dès lors, les militaires péruviens n'avaient plus d'autre choix que de céder au diktat.

### LES EXIGENCES DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Il s'agissait en premier lieu de supprimer les subsides alimentaires en vue d'équilibrer la balance commerciale et de garantir les taux de profit des entreprises alimentaires. Cette mesure s'est traduite par une augmentation considérable des articles de première nécessité, affamant le peuple. La hausse du prix des produits dérivés du pétrole, destinée à colmater le déficit de l'entreprise d'Etat «Pétro-Peru» s'est immédiatement répercutée sur le prix des transports. C'est ce qui avait occasionné les grandes manifestations quasi insurrectionnelles à Lima en juillet 1977.

La dévaluation progressive de la monnaie a été un des objets des tractations entre les militaires et le FMI. La mesure a été appliquée plus progressivement que le FMI ne le souhaitait initialement, mais il ne se passe guère de mois sans que la monnaie dévalue de quelques points. Cette baisse a provoqué la ruine des petites et moyennes entreprises dépendantes de la technologie étrangère.

Enfin la junte a accepté de réduire le déficit du budget de 70 à 25 millions et de donner des garanties accrues et des facilités aux capitaux étrangers.

### LES LUTTES DE MASSE

L'offensive brutale menée par les militaires contre les conditions de vie des masses est allée de pair avec un renforcement de la répression : suspension des garanties individuelles, arrestations, licenciements massifs des travailleurs, massacres, assassinats politiques par des commandos fascistes etc... Contre cela, il y a plusieurs grandes journées de luttes à Huanuco, Tarapoto, Huancavelica, Huancayo, Cuzco et dans les banlieues populaires de Lima et de Callao. Des grèves ont eu lieu non seulement dans les mines, secteur traditionnellement combatif, mais aussi chez les métallurgistes, les enseignants, dans le secteur bancaire et hospitalier.

Ces luttes souvent très dures, et violentes, restent encore spontanées, dispersées susceptibles d'être récupérées par les réformistes et les révisionnistes. La clarification politique est d'autant plus cruciale que l'Assemblée constituante et le retour progressif du pouvoir aux civils a fait naître plus d'illusions.

## Plate-forme décidée au dernier congrès de la Fédération des mineurs centromin (décembre 1978) (extraits)

*— Contre la hausse du coût de la vie, pour l'abaissement et le blocage des prix des articles de première nécessité. Pour l'augmentation générale des salaires, pour l'augmentation des pensions des retraités et la réduction des impôts.*

*— La terre à ceux qui la travaillent ; contre le dépouillement des communautés paysannes dépossédées de leurs terres, contre les tributs imposés à la paysannerie, pour l'abolition des dettes à la campagne.*

*— Contre l'exploitation, le servage sous toutes ses formes dans les grandes propriétés. Contre la transformation forcée en coopératives.*

*— Défense des organisations syndicales et abolition du décret-loi 19 400.*

*— Pour l'abaissement des prix des produits destinés à l'agriculture, contre l'impôt sur l'eau et les autres impôts qui pèsent sur les petits et moyens propriétaires.*

*— Contre la politique de la junte militaire qui affame, surexploite, réprime et abandonne les richesses nationales à l'étranger. Pour l'abrogation des décrets-loi antipopulaires et antisyndicaux. Pour la défense de l'emploi, contre la fermeture des mines, des usines, etc. Pour la réintégration des travailleurs licenciés. Respect de la journée de 8 heures et réduction du temps de travail en fonction de la nature du travail.*

*— Défense du droit de grève, contre l'état d'urgence et les lock out. Contre la suspension des garanties, l'état de siège et l'intervention de l'armée dans les centres de travail et contre les organisations syndicales, contre les persécutions et les poursuites judiciaires, liberté inconditionnelle, droits pour les prisonniers politiques et syndicaux, pour la défense et l'extension des libertés démocratiques de presse, d'organisation et de réunion.*

*— Pour que soient assurés l'eau, l'électricité, le tout à l'égout, les transports, le logement, l'assistance médicale.*

*— Gratuité de l'enseignement à tous les niveaux.*

*— Médecine gratuite, prévention et soins gratuits pour les maladies professionnelles, contre la politique de l'Etat en matière de sécurité sociale.*

*— Contre l'absorption, et la ruine des petites et moyennes entreprises causées par les monopoles impérialistes. Pour la défense des petits commerçants et artisans.*

*La fédération Centromin regroupe une avant-garde de la classe ouvrière péruvienne. Dans son document, Centromin dénonce le néocolonialisme, la pénétration étrangère d'où qu'elle vienne et les partis politiques qui les soutiennent ou font leur jeu. La fédération Centromin a élaboré à cette occassion une plate-forme revendicative permettant de défendre les intérêts du peuple et de réaliser l'unité populaire.*

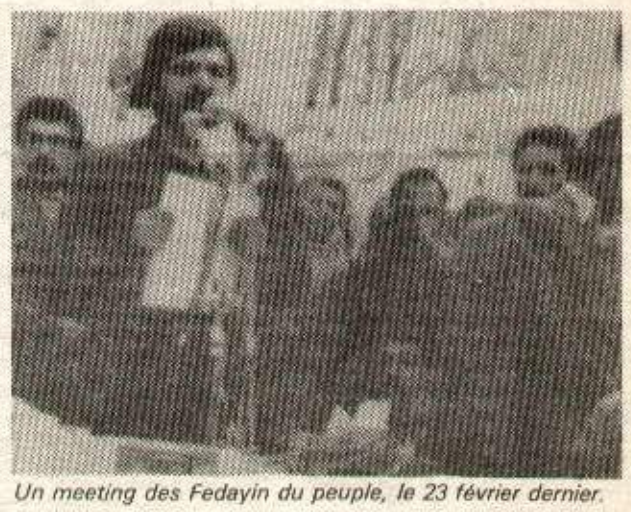
*points de vue*

*Emblème des «Fedayin du peuple»*

## Un mois après la chute du Shah

# OÙ VA L'IRAN?

**Une enquête de Frank Roussel**



*Un meeting des Fedayin du peuple, le 23 février dernier.*

*«● Seul un gouvernement de coalition nationale peut sortir le pays de l'ornière ● Les Fedayin reconnaissent le droit à l'autonomie, pour les minorités nationales, mais pas le séparatisme ● Pour nous, l'URSS est un pays révisionniste...»*

## «Fedayin du peuple» - 3 - Perspectives

**Dans le cadre d'une série d'interviews de personnes représentatives des forces politiques qui ont contribué au renversement du régime du Shah, nous publions aujourd'hui la fin d'une interview donnant le point de vue de l'«Organisation des guérilleros Fedayin du peuple». Après avoir évoqué l'histoire des Fedayin et l'analyse que ceux-ci font de la situation actuelle, le militant, membre d'un groupe «sympathisant», que nous avons interrogé, parle ici des perspectives telles que l'envisage son organisation, et ses inquiétudes quant à l'avenir.**

**▷ Selon toi, à un pilier de l'ancien régime, l'armée, va succéder un autre corps réactionnaire, celui des mollahs. Quelles sont les perspectives des révolutionnaires dans ces conditions ?**

La gauche dispose de nombreux appuis, celui des femmes qui voient leurs droits menacés par les lois islamiques, celui des soldats qui refusent toujours de regagner leurs casernes avant que l'armée du Shah ne soit complètement épurée, et celui des travailleurs qui réclament des changements radicaux. Si le peuple iranien voit que les choses ne changent pas, que les forces répressives sont toujours là, il ne va pas continuer longtemps à subir. Une chose importante réside dans le fait que maintenant une grande partie du peuple iranien est armée.

L'armée ne peut pas jouer actuellement le même rôle qu'auparavant, tant elle est divisée, elle a perdu toute unité. La Savak peut se livrer à quelques provocations. L'affrontement entre les forces de gauche et les forces réactionnaires musulmanes pourrait déboucher sur une guerre civile. J'espère qu'on n'en arrivera pas là mais le danger existe. Ce qui est probable, c'est que l'impérialisme profitera de cette situation. La solution, c'est un gouvernement de coalition nationale qui peut sortir le pays de l'ornière. Il y a des progressistes chez les religieux, les moudjahidin sont progressistes mais les réactionnaires sont majoritaires. Les Fedayin ont annoncé que si un régime progressiste et populaire vient au pouvoir, ils renonceront à la lutte armée, ce qui n'est pas le cas. Les Fedayin favorisent actuellement le débat et mettent l'accent sur l'organisation des ouvriers, des soldats. Les Fedayin vont maintenant vers la création du Parti communiste ; s'ils créent le Parti, ils pourront diviser leurs forces sur les différents fronts : branche militaire, syndicats. Ils sont capables maintenant de former une armée populaire composée de dizaines de milliers de militants armés.

**▷ Quelle perspective trace l'Organisation des Fedayin du peuple pour la période à venir ?**

La constitution d'un gouvernement de coalition des forces progressistes, un gouvernement démocratique par opposition au gouvernement islamique. Dans une république islamique comme les mollahs veulent mettre en place, il n'y a pas de place pour la gauche. Il faut faire quelque chose avant qu'il ne soit trop tard. Ce qui est très inquiétant, c'est la création d'une *«Savak islamique»* appelée *«Brigade révolutionnaire islamique»* composée d'éléments réactionnaires qui viennent dans les écoles espionner les élèves et les professeurs. Khomeiny a déclaré que le nombre des membres de cette organisation ne serait pas publié. C'est très inquiétant car cette organisation échappe à tout contrôle, d'anciens agents de la Savak peuvent très bien rentrer dans cette organisation sous le masque de l'Islam. Je connais deux savakis qui ont été donner leur nom à l'état-major de Khomeiny en reconnaissant avoir servi le Shah ; ils ont insisté sur le fait qu'ils étaient musulmans et ont reçu en échange une carte qui leur sert de sauf-conduit, ils sont rentrés chez eux et n'ont rien à craindre des nouvelles autorités. Tous les savakis se réclament maintenant de l'Islam. Ces gens-là ont une telle expérience de la lutte contre le communisme que, si un gouvernement anticommuniste venait au pouvoir, il utiliserait certainement leurs services. Un homme comme Gharani reste au pouvoir, on peut se demander de quel soutien bénéficie cet ancien chef du deuxième bureau.

**▷ Comment l'Organisation des Fedayin envisage-t-elle l'unité des révolutionnaires ?**

Pour collaborer avec les forces non-communistes, il faut créer un front. On ne sait pas dans quel sens la situation va évoluer, rien n'est joué ; dans ce sens, la création d'un front reste nécessaire. Si le gouvernement actuel met vraiment en cause les intérêts des impérialistes, il faut se préparer à une réaction de leur part.

**▷ Quelles sont vos rapports avec l'organisation des moudjahidin ?**

L'Organisation des moudjahidin d'obédience islamique a connu un changement idéologique lorsqu'un noyau marxiste a pris la direction de cette organisation et a éliminé les éléments musulmans. Cette nouvelle organisation des moudjahidin a perdu alors toutes ses bases, elle s'est isolée.

Puis, largement désavouée par ses méthodes, l'organisation s'est dissoute, pour reconnaître plus tard ses erreurs. Après la libération des prisonniers politiques, les anciens moudjahidin sont sortis de prison et ont créé le «Mouvement national des Moudjahidin». Cette organisation se divise en deux tendances : l'une, la plus modérée, est tournée vers Khomeiny ; l'autre, plus radicale, est proche des fedayin, c'est aussi la fraction la plus importante. L'Organisation des moudjahidin reste armée, elle défend les quatre revendications principales, qui sont les nôtres. (1).

**▷ Comment l'Organisation des Fedayin analyse-t-elle la situation des minorités nationales en Iran et quelles solutions propose-t-elle d'y apporter ?**

Il y a quatre minorités nationales en Iran : la plus nombreuse est composée de 5 à 6 millions de Turkmènes, peuplant surtout l'Azerbaïdjan et Téhéran (ils sont 1 million dans la capitale). Ensuite, viennent les Kurdes, situés à cheval sur l'Iran et sur l'Irak ; ils sont 1 à 2 millions en Iran. A la frontière de l'Iran, avec le Pakistan et l'Afghanistan, vivent plusieurs centaines de milliers de Balloutches. Une minorité arabe vit au Sud du pays dans le Kouzestan. Barzani, qui dirigeait le Parti démocratique kurde, a trahi le peuple kurde irakien en abandonnant la lutte armée au Kurdistan et en se ralliant au Shah et aux Américains en 1975. Les partisans de Barzani (le chef kurde est mort en exil récemment aux USA), ont perdu leur influence. La tendance majoritaire du mouvement kurde, dirigée par Tallerani, est favorable à l'autonomie ; elle peut avoir un poids sur les événements.

L'Azerbaïdjan a toujours été une région réceptive aux idées nouvelles : c'est le berceau de la constitution de 1906. Le niveau de politisation y est plus élevé qu'ailleurs ; de par sa situation géographique, l'Azerbaïdjan a subi les influences progressistes de l'Europe et celles de la Russie soviétique. Les Fedayin reconnaissent le droit à l'autonomie pour les minorités nationales mais pas le séparatisme. Dans un premier temps, les différentes nations iraniennes doivent participer à la libération de l'Iran, puis, dans une deuxième étape, chaque minorité nationale doit accéder à l'autonomie par des élections et pouvoir ainsi parler sa propre langue, pratiquer sa propre religion et diffuser sa propre culture.

**▷ Comment envisagez-vous le problème des rapports avec l'URSS ?**

L'URSS est massivement rejetée par le peuple iranien parce qu'elle soutenait le Shah économiquement et militairement, et aussi parce que son agent en Iran, le Toudeh, est largement dénoncé par la population. Lors du coup d'Etat de 1953, le Toudeh a refusé de s'y opposer, bien qu'il en avait la capacité grâce à sa forte implantation dans l'armée. Après leurs trahisons, les membres du CC du Toudeh sont partis à l'étranger. Le Toudeh est l'ennemi des Fedayin. Il faisait de la propagande contre les Fedayin à la radio *«Peyk-Iran»* (2) émettant depuis la R.D.A. Cette radio soutenait les réformes du Shah, et ses émissions variaient selon le degré de rapprochement entre Moscou et Téhéran. La fermeture de la radio a été négociée entre le Shah et l'URSS ; elle est due à un geste de *«bonne volonté»* de la part de l'URSS. Les Fedayin n'ont jamais reçu aucune aide de l'URSS ; les seuls qui nous ont aidés sont le Front Populaire de Libération de la Palestine, avec qui nous nous sommes entraînés à la lutte armée.

Pour nous, l'URSS est un pays révisionniste, mais nous n'avons pas pris position sur le social-impérialisme. Nous ne reconnaissons qu'un seul impérialisme dans le monde : l'impérialisme U.S. L'impérialisme dominant en Iran, c'est l'impérialisme U.S.

**▷ Qu'a représenté pour vous la visite d'Arafat en Iran ?**

Israël a perdu un de ses principaux soutiens dans la région, c'est une victoire pour les Palestiniens. La visite d'Arafat représente aussi une aide morale au gouvernement Khomeiny.

---

*(1) Voir notre édition d'hier*

*(2) «Peyk-Iran» : «messager d'Iran»*

---

**Demain : un entretien avec l'écrivain et journaliste iranien Ahmad FAROUGHY**

## Azerbaidjan : une histoire mouvementée

L'Azerbaïdjan a été longtemps le théâtre d'importantes luttes populaires. Rappelons quelques épisodes. Au lendemain de la Révolution d'octobre 17, deux provinces iraniennes du Nord : Azerbaïdjan et Ghilan se soulevaient. Cette dernière proclamait en mai 1920, la République soviétique du Ghilan.

A la veille de la guerre de 1939, l'Allemagne est le premier partenaire commercial de l'Iran, et le Shah (le père du Shah qui vient d'être renversé) est ouvertement pro-allemand. En juillet 1941, Britanniques et Soviétiques envoient une note conjointe à Reza Shah pour lui demander d'expulser les 2 000 experts et techniciens allemands qui se trouvent dans le pays. Devant le refus du Shah, les troupes anglaises pénètrent dans le Sud du pays, tandis que l'armée soviétique prend position dans le Nord. Le Shah devra abdiquer et sera remplacé par son fils. L'Iran déclare alors la guerre à l'Allemagne. Le 29 janvier 1942, un traité d'alliance est signé entre l'Iran, l'URSS et la Grande-Bretagne. Dans les zones où l'armée soviétique stationne, le parti Toudeh, le mouvement démocratique d'Azerbaïdjan et le mouvement pour l'autonomie kurde se développent. A la fin de la guerre, en Azerbaïdjan et en pays constitués, avec l'appui de l'URSS (novembre 1945). En avril 1946 un accord est conclu entre l'URSS et l'Iran, dont le gouvernement, qui vient de déposer une plainte à l'ONU, à cet effet, exige le retrait des troupes soviétiques. L'URSS retire ses troupes contre l'engagement de Téhéran de régler pacifiquement la question de l'Azerbaïdjan et la promesse de faire adopter au Parlement iranien la création d'une société mixte soviéto-iranienne de prospection pétrolière dans le Nord du pays. Le gouvernement iranien ne tient pas ses engagements, et en décembre 1946 les troupes du Shah écrasent le mouvement populaire en Azerbaïdjan.

Mais, comme dans les autres minorités nationales, les sentiments nationaux en Azerbaïdjan sont restés vivaces. Après la chute du régime tyrannique du Shah, à laquelle la province d'Azerbaïdjan a fortement contribué, ces sentiments connaissent un nouvel éveil. Il n'est pas exclu que des puissances étrangères et plus particulièrement l'URSS, prennent prétexte de cela pour développer leurs ingérences à l'intérieur de l'Iran.

Le quotidien du Peuple

# VIE ET HABITAT, TERRAINS DE LUTTES

## Associations et pouvoir municipal

# l'expérience des commissions d'arrondissement à Paris

# le point de vue d'un écologiste militant des Amis de la Terre

**■ Nous serons amenés à revenir, avec diverses associations, sur les expériences menées dans ce domaine, que ce soit dans les mairies de droite ou de gauche. A Paris, ce rôle de «participation» devait être tenu par les «commissions d'arrondissements» mises en place lors des dernières élections, en 1977. Nous avons interrogé à ce sujet un des 15 militants écologistes nommés par Chirac dans ces structures, vice-président de la commission du 3e arrondissement, et qui a démissionné de cette fonction.**

**La prochaine session du parlement, qui s'ouvre le 2 avril, doit notamment traiter de la réforme municipale : vieux projet qui a connu bien des avatars, et qui traîne depuis des années d'enquêtes en rapports, et de commissions en débats. Parmi les questions qui promettent d'être abordées, figure notamment celle de la participation des habitants à la vie de leurs municipalités, notamment à travers leurs associations.**

▶ **Comment es-tu arrivé dans cette commission dont tu es par ailleurs vice-président ?**

Chirac avait pris l'engagement au moment de la campagne des municipales d'ouvrir les commissions d'arrondissement à tous les courants politiques en fonction des voix qu'ils auraient obtenues. Nous, les écologistes, nous avions dit «chiche». Et puis voilà que les élections terminées, Chirac propose aux écologistes 15 places dans les commissions d'arrondissement. Nous ne pouvions pas nous dérober. Nous étions coincés. Alors j'y suis allé en me disant que ça servirait d'expérience.

Pour ce qui est de la vice-présidence, c'est très particulier. Les commissions d'arrondissement ont été désignées par Chirac. Dans le 3e, il y avait quatre élus de gauche, quatre élus de droite, avec fonction d'officiers minicipaux, et quatre représentants d'associations : un marqué à gauche, un autre à droite, moi-même, et enfin un qui, tout en représentant une association plutôt orientée à droite, était à peu près neutre. C'est lui qui a été élu président ; mais pour la vice-présidence, il n'y a pas eu moyen de dégager un accord : la commission se trouvait coupée en deux. Du coup, c'est le plus jeune qui devait y être d'office - donc moi : cela n'avait rien d'une victoire.

▶ **Précisément quel a été l'impact pour les écologistes, car sur Paris depuis quelque temps, on n'en entend plus beaucoup parler ?**

La plupart ont compris qu'ils s'étaient fait avoir. Mais les choses sont plus compliquées. D'abord tu as une réelle division entre les écologistes qui attendent d'une telle participation quelque chose. Ne serait-ce que d'y être présents, et ceux qui comprennent plus l'écologie comme une lutte à mener. Après les élections, de nombreux comités se sont cassés la figure sur le quartier, ou bien ils ont éclaté : cela tient en partie à ce que, pour beaucoup d'entre eux, ça ne les intéressait pas de lutter sur les quartiers. Ce qu'ils voulaient avec les élections, c'était utiliser ce moyen d'apparition publique. Pour d'autres, ce qui est plus important, ce ne sont pas seulement les idées, mais ce sont les moyens qu'on va se donner pour lutter pour les idées.

A l'heure actuelle ce qu'on peut reconnaître, c'est qu'il y a deux tendances assez nettes dans le mouvement. La première prétend, au nom des résultats acquis au moment des élections, prendre toute sa place dans les structures de participation à quelque niveau que ce soit. Or il me semble que c'est une tendance Rocard. Ils tendent à former ce qu'un sociologue appelle la «localocratie». C'est-à-dire les gens —appartenant en général à la petite-bourgeoisie — qui veulent gérer les affaires locales au nom d'un prétendu savoir et à l'aide d'associations complètement intégrées. Ils se battent finalement pour avoir plus de droits de décision. Mais dans le cas des commissions d'arrondissement, on a bien vu où ça menait.

De mon côté, j'ai suffisamment compris ce qu'il en était. Alors je préfère aller dans une association qui réunit à l'heure actuelle la plupart des gens de ma rue contre les problèmes de stationnement de voitures qui envahissent les trottoirs. Là au moins on discute ensemble, les gens s'expriment collectivement, parfois même spontanément, ce ne sont pas quelques-uns qui prennent tout en main. A partir de là, on peut aller beaucoup plus loin, aborder d'autres problèmes politiques plus importants, car les gens ont appris à dialoguer entre eux, à agir ensemble.

à l'attention de
Monsieur le Directeur du Cabinet
de Monsieur le Secrétaire Général de la Ville
de Paris

---

OBJET : Voeu émis par la Commission du 3e arrondissement Séance du 21 novembre 1977 relative au programme 1978 de stationnement payant dans l'arrondissement.

REFERENCE : Note CAB III du 29 novembre 1977 (Secrétariat Général "arrivée" n° 20 056 du 30 novembre 1977

En réponse à la note visée en référence, j'ai l'honneur de vous adresser ci-après les éléments de réponse au voeu émis par la commission du 3e arrondissement.

Lors de la séance du 21 novembre 1977, le Conseil de Paris a approuvé le programme 1978 de stationnement payant.

En ce qui concerne la politique globale souhaitée par la Commission, on peut souligner que les études sont en cours dans le cadre du Plan de circulation et que la création d'une société d'économie mixte (décidée le 21 novembre 1977) permettra d'appréhender les problèmes d'une façon plus générale.

POUR LE DIRECTEUR DE LA VOIRIE
L'Ingénieur Général,
Chef du Service Technique des Etudes

*Des réponses précises à la hauteur des pouvoirs de la commission*

▶ **Tu viens de démissionner de cette commission. Pour quelles raisons ?**

J'ai démissionné à la suite de la position prise par la commission sur la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine. Alors que tout le monde sait que cette centrale nucléaire de deux fois 1 300 mégawatts (dont on parle déjà de doubler les capacités), va servir à alimenter la capitale, la commission s'est déclarée incompétente. Et cela à l'unanimité moins une voix, la mienne bien sûr. Et encore je ne leur demandais pas de prendre position, mais simplement de demander à être informer sur ce projet. Or pour les écologistes parisiens, c'est quelque chose de très important. Et puis tu comprends, cette commission c'était vraiment du bidon.

▶ **Précisément, peux-tu expliquer un peu plus en détail ce qui s'y est fait ?**

Pas grand chose. Et cela pour trois raisons :

— La première, c'est à propos des ordres du jour. Normalement, celui-ci doit être déterminé par le président de la commission sur proposition des représentants qui y siègent. Or il existe un moyen pour le maire de Paris d'imposer son ordre du jour en faisant une saisine. C'est-à-dire qu'il décrète que tel ou tel point doit être examiné par priorité. C'est de cette façon que Chérioux, conseiller de Chirac, a systématiquement mis à l'ordre du jour des problèmes de circulation automobile dans le quartier. Pourtant on a proposé de discuter du problème de l'emploi, notamment le problème de la conservation des 7 000 emplois sur le 3e arrondissement, mais ce jour-là encore l'ordre du jour a été changé au dernier moment.

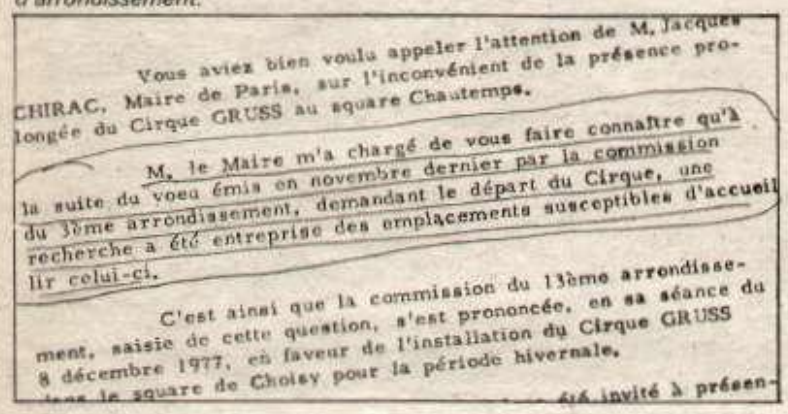
— La deuxième raison c'est que non seulement cette commission n'a juridiquement qu'un rôle consultatif mais en plus, on ne nous informe que de ce qui s'est passé. Mais devant la première éventualité de débat, lorsque nous ne sommes pas d'accord, on nous répond immédiatement que c'est déjà décidé. La commission peut gueuler, c'est le conseil de Paris qui décide.

— Enfin la troisième raison c'est que plus personne ne vient en dehors des gaullistes de gauche et de Claude Quin, conseiller du PCF.

▶ **Mais pourquoi as-tu accepté d'aller dans cette commission ?**

J'y suis allé en pensant qu'on pourrait avoir des documents mais en fait on n'a quasiment rien eu comme informations.

*Réponse à Claude Quin, conseiller PCF du 4e arrondissement de Paris. «Le cirque municipal» à l'ordre du jour de la commission d'arrondissement.*



Vous aviez bien voulu appeler l'attention de M. Jacques CHIRAC, Maire de Paris, sur l'inconvénient de la présence prolongée du Cirque GRUSS au square Chautemps.

M. le Maire m'a chargé de vous faire connaître qu'à la suite du voeu émis en novembre dernier par la commission du 3ème arrondissement, demandant le départ du Cirque, une recherche a été entreprise des emplacements susceptibles d'accueillir celui-ci.

C'est ainsi que la commission du 13ème arrondissement, saisie de cette question, s'est prononcée, en sa séance du 8 décembre 1977, en faveur de l'installation du Cirque GRUSS [illegible] le square de Choisy pour la période hivernale.

[illegible] été invité à présen-

# Dans l'actualité...

## Justice à sens unique

*Creil - Les Hautes Haies : depuis plusieurs années déjà, les 1 600 locataires de la cité se doutaient qu'ils avaient affaire à un drôle de propriétaire. Leur propriétaire, ce n'est pas une société plus ou moins HLM, c'est un particulier, Nougaro. Et pourtant, il a bénéficié, quand il a fait construire la cité, il y a dix ans, de pas mal de prêts et des avantages réservés aux promoteurs publics.*

*Nougaro encaissait de tous les côtés : les prêts du Crédit Foncier, des cautions et des charges extorquées aux locataires et qui dépassaient largement les normes habituelles. Il encaissait, mais il ne payait rien. Aucun entretien dans la cité qui se dégradait au fil des années. Il ne payait même pas la société chargée du chauffage, si bien que l'an dernier, les habitants de la cité se sont retrouvés avec le chauffage coupé.*

*Excédés, les locataires décidaient, il y a deux ans, de ne plus payer le loyer. Ils estimaient à juste titre, scandaleux de continuer de payer pour des logements non chauffés, dont les ascenseurs étaient en panne permanente, et dont les abords ressemblaient plus à une décharge publique qu'à des espaces verts.*

*Que croyez-vous qu'il advînt ? Du papier bleu et des visites d'huissier : **ce sont les locataires qui ont été poursuivis.** Et avec la fin de l'hiver, 250 d'entre eux sont menacés d'expulsion. Et pendant ce temps, Nougaro dépense, quelque part, les milliards extorqués.*

## N'oubliez pas le pourboire !

*On sait couramment que les garçons de café sont payés au pourboire, que les représentants de commerce sont payés à la commission sur les commandes qu'ils arrachent... On sait moins que les ingénieurs de l'Equipement, ceux des PTT, et les responsables des services techniques des municipalités sont payés selon le même critère : ils touchent une «prime technique» proportionnelle au montant des travaux réalisés par leur service (cette prime atteint parfois la moitié du salaire).*

*On imagine aisément les conséquences d'une telle pratique : le responsable du service technique a exactement le même intérêt que le directeur commercial de l'entreprise avec qui il est censé «discuter» du montant d'un marché : que la note soit la plus élevée possible. Notons que cet «avantage» ne concerne que les hauts responsables des services techniques en question, et non pas les dessinateurs et commis qui travaillent dans leurs services, et qui sont, pour beaucoup d'entre eux, des vacataires sans statut.*

*Heureusement, Zorro est arrivé, sous les traits de D'Ornano, toujours soucieux de rectifier toutes les injustices et surtout de faire, par mesure d'économie, des coupes sombres dans le budget : il a décidé de remettre de l'ordre là-dedans. Inutile de préciser que ça fait beaucoup de bruit dans le petit monde des ingénieurs de l'État.*

le quotidien du peuple

Proche - Orient

# BEGIN REFUSE L'EVACUATION DES TERRITOIRES OCCUPÉS DEPUIS 1967

**Dans un communiqué publié dimanche, le Comité exécutif de l'OLP a salué le soulèvement populaire dans plusieurs villes de Cisjordanie contre le projet de traité de Carter. L'OLP caractérise ce soulèvement comme *«un référendum révolutionnaire décisif qui reconnaît l'OLP comme l'unique représentant du peuple palestinien... Ce soulèvement de protestation contre la visite du président Carter en Egypte et en Israël souligne la détermination du peuple palestinien à affronter l'alliance américano-égypto-israélienne, à mettre en échec le complot de l'autonomie et à poursuivre la lutte jusqu'à la restitution de ses droits spoliés»*.**

En révélant la semaine dernière les principaux points du traité tel que l'Egypte le conçoit, le Premier ministre Khalil avait mis en avant l'évacuation complète par Israël de tous les territoires occupés depuis 1967 et l'instauration d'un «pouvoir» palestinien. En faisant cela, il prétendait montrer aux pays arabes que ce traité n'est pas une paix séparée : il espérait peut-être forcer la main aux Américains dans le cadre des négociations de dernière minute.

La réaction de Begin ne s'est pas fait attendre. Mardi, il publiait un communiqué officiel ainsi rédigé : *«Israël ne reviendra jamais aux frontières d'avant la guerre de juin 1967. Israël ne permettra jamais et empêchera que soit créé un Etat palestinien en Cisjordanie. Jérusalem, une et réunifiée, restera pour l'éternité la capitale d'Israël»*. Voilà qui fixe sans ambiguïté la position sioniste sur la prétendue *«autonomie»*. Voilà qui limite singulièrement le cadre des négociations sur la Cisjordanie et Gaza qui devraient s'engager après la signature du traité avec l'Egypte. Rappelons en outre que Sadate estime que ces négociations doivent durer un an, après quoi l'«autonomie» serait proclamée, tandis que le délai reste indicatif pour Begin.

En faisant cette mise au point, le Premier ministre sioniste a obtenu une large majorité à la Knesset, qu'il semble avoir rassurée. Certains ministres de Begin, faisant état des promesses américaines, se félicitaient, disant : *«Nous avons raison de voter ce traité»*. David Levy, ministre de la Construction, a déclaré clairement : *«La Cisjordanie ainsi que Gaza resteront entre nos mains pour toujours. En un an et demi, nous y avons créé dix-neuf implantations nouvelles et il y en aura encore bien davantage à l'avenir»*.

Devant cette attitude provocante et triomphaliste des sionistes, on peut se demander si la signature du traité pourra bien se faire normalement la semaine prochaine. Si elle se fait, Sadate pourra-t-il la faire passer pour autre chose qu'une capitulation et une trahison à l'égard du peuple palestinien ?

A Washington, le ministre de la Défense sioniste Weizman s'est déclaré satisfait de l'aide très importante obtenue par Israël pour financer le retrait du Sinaï et le redéploiement militaire de l'armée. Israël obtient en même temps la livraison accélérée de 75 avions F 16 ultra-modernes.

De son côté, le ministre égyptien Hassan Ali semble avoir des difficultés à obtenir un matériel de défense aussi moderne que celui qui est livré à Israël : le congrès refuse en effet la livraison de F 16 à l'Egypte. De même le congrès pourrait faire obstacle au plan d'aide promis par Carter pour l'économie égyptienne.

L'Arabie Saoudite s'est déclarée engagée par les décisions de la conférence de Bagdad. Cela signifie qu'elle envisage un boycott des relations avec l'Egypte. Cependant ce boycott serait sélectif et se restreindrait aux institutions qui collaboreraient directement avec l'Etat sioniste. Après les pressions exercées par les USA pour obtenir le soutien de l'Arabie Saoudite au traité, les dirigeants américains sont mécontents de l'attitude du gouvernement de Ryad. Le sénateur Church a déclaré à ce sujet : *«On ne demandait pas aux Saoudiens de se mettre en avant, d'accepter notre initiative de paix, de signer les accords de Camp David, mais au moins d'être assez discrets pour ne pas saboter notre effort de paix»*.

### YEMEN : RETRAIT DES FORCES DE CHAQUE PAYS ANNONCE

***Selon la presse arabe, les forces du Sud-Yemen et du Nord-Yemen auraient achevé leur retrait sur les positions qu'elles occupaient avant le début du conflit. Les deux pays doivent rouvrir leurs frontières et reprendre leurs relations cette semaine. Cependant l'administration américaine a annoncé qu'elle continuerait à livrer des armes au Nord-Yemen. En effet, Vance a répété que la sécurité du Nord-Yemen et de l'Arabie Saoudite faisaient partie des «intérêts fondamentaux» des USA et que leur défense pourrait justifier une intervention directe.***

### NIMEIRI : CONTRE LES INTERVENTIONS ETRANGERES AU YEMEN

***Le président du Soudan Nimeiri, président en exercice de l'O.U.A a déclaré :*** **«Nous condamnons fermement l'intervention des troupes et des conseillers étrangers et des mercenaires cubains dans le conflit entre les deux Yemen. Cette dangereuse intervention fait peser une menace sur le Moyen-Orient et la région de la Mer Rouge... L'influence, la pression et l'intervention étrangère constituent le danger principal pour la stabilité et la sécurité de l'Afrique, de la nation arabe et du Tiers Monde».**

## • Espagne : Accord pour l'unification de l'ORT et du PTE

Dans une déclaration conjointe en date du 11 mars, signée par les deux Secrétaires Généraux au nom des Comités Centraux, l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs (ORT) et le Parti du Travail d'Espagne (PTE) font savoir qu'ils engagent un processus d'unification. La déclaration précise que *«le renforcement électoral de l'UCD, la grave situation économique et politique, (...) exigent que les marxistes-léninistes serrent les rangs, unissent leurs forces, pour doter la classe ouvrière de l'instrument indispensable pour faire face, dans les meilleures conditions possibles, à la très prévisible offensive du capital financier et monopoliste»*. La déclaration poursuit : *«Le Parti unifié aura pour base idéologique le marxisme-léninisme, enrichi par les apports universels de Mao Zedong ; il adoptera pour son fonctionnement interne le centralisme démocratique, et il se constituera comme parti unique sur tout le territoire de l'État espagnol»*.

En marge de cette déclaration conjointe, il est précisé que la présente déclaration servira de base à la rédaction d'un projet de ligne idéologique et politique du futur parti unifié. Ce projet de ligne sera soumis aux congrès de chaque organisation, puis au congrès d'unification. Il est précisé par ailleurs que les congrès de chaque organisation devraient se tenir les 28 et 29 avril, et le congrès d'unification le 1er mai. Le nouveau comité central serait formé de 90 membres, 45 pour chaque organisation.

## • Au sujet de la tournée des rugbymen sud-africains

### COMMUNIQUE

*A la demande de la Fédération française de Rugby, le secrétaire général et le chargé de l'information du Mouvement anti-apartheid CAO ont rencontré vendredi 16 mars monsieur le président Ferrasse, entouré de deux de ses proches collaborateurs, pour une explication mutuelle concernant la tournée des rugbymen sud-africains prévue pour la fin de cette année.*

*Il ressort de cette longue et franche discussion que la FFR est toujours décidée à maintenir cette tournée, mais qu'elle l'annulera si l'équipe sud-africaine ne comprend pas de Noirs, ou si le gouvernement français le lui demande officiellement. Le président Ferrasse a par ailleurs reconnu que l'équipe sud-africaine qui devrait venir serait constituée sur la base de critères raciaux, et non sur la base du mérite qui est pourtant la seule base authentiquement sportive.*

*Le Mouvement Anti Apartheid CAO a réaffirmé de son côté que la présence de quelques Noirs dans l'équipe des Springboks n'était qu'un camouflage destiné à sauvegarder, face à l'isolement du régime d'apartheid, quelques liens internationaux, sportifs et non-sportifs, alors que l'apartheid le plus rigoureux reste la règle en matière sportive sud-africaine ; que de telles équipes «multiraciales» ne sont formées que pour des rencontres internationales et n'existent que le temps de ces rencontres ; et qu'en conséquence, la position de la FFR demeurait indéfendable et revenait à soutenir la politique du gouvernement sud-africain.*

*A la suite de cette entrevue, le MAACAO a décidé de demander une rencontre à monsieur Soisson, ministre des Sports. Il continue par ailleurs son travail de mobilisation pour obtenir l'annulation de cette tournée, les détails de la campagne mise en place devant être révélés en temps opportun.*

**Mouvement Anti Apartheid C.A.O.**
**(«Campagne anti-outspan»)**
**46 rue de Vaugirard**
**75 006 Paris. Tel 336.00.14**

## • Groupe hospitalier Joffre et Dupuytren : trois semaines de lutte pour les effectifs...

Depuis trois semaines le Groupe hospitalier Joffre et Dupuytren (Draveil-Essonne) est en grève. Pourquoi ? Parce que le manque de personnel est particulièrement grave :

— L'après-midi, il y a souvent une infirmière pour 198 malades, et les exemples sont nombreux : Quand il y a 650 agents du personnel hospitalier sur trois équipes pour 1 600 malades, quand le taux d'occupation des lits est près de 100 %, et quand les malades sont de plus en plus grabataires et séniles, comment, dans ces conditions, parler d'humanisation comme le fait Madame Veil, quand les médecins eux-mêmes reconnaissent que l'hygiène et la sécurité ne sont plus assurées, du fait du manque de personnel ?

En novembre 1977, l'action menée par le personnel et les médecins du groupe hospitalier avait permis d'obtenir quelques embauches. Aujourd'hui, la situation est pire qu'en 1977, car en 1978 l'Assistance Publique a diminué l'effectif du groupe hospitalier.

Devant la situation dramatique, accentuée par l'ouverture de services spécialisés sans embauche, devant le refus des négociations alors que la santé des malades est en jeu, le personnel, fatigué, s'est mis en grève depuis le 28 février.

**Les syndicats CGT - CFDT - FO.**

## • Ericsson (Brest) : suspension des grèves tournantes

La majorité (environ 80 %) des travailleurs et travailleuses de l'usine Ericsson (téléphone) de Brest, réunis en assemblée générale, lundi, a décidé de suspendre certaines formes d'actions menées depuis plusieurs jours : grèves tournantes, blocage des magasins de l'usine... Cette décision, proposée précédemment par l'intersyndicale, fait suite à la réunion du comité d'établissement tenue dans la matinée de lundi. Au cours de cette réunion, la direction s'est notamment engagée à ne prononcer aucun licenciement au cours de l'année 1979. D'ici la fin du mois d'avril, un calendrier de discussions appelées à porter sur les salaires et les qualifications, devrait être établi pour ce qui concerne les secteurs suivants — à l'origine du mouvement — : celui de l'implantation des composants électroniques, ainsi que le secteur des machines Sercel.

L'intersyndicale appelle néanmoins à la vigilance.

## • Assurances : la lutte se poursuit

Une partie des employés de la compagnie d'assurances GAN était à nouveau en grève lundi pour protester contre les sanctions qui frappent trois syndicalistes. La direction leur a supprimé leur salaire avec pour motif *«incitation des manifestants à exposer leurs griefs et revendications»*...

## • Répression policière à Bauknecht à Saint-Avold

Mardi matin, à 7 h 30, une centaine de flics sont venus expulser le piquet de grève composé de vingt travailleurs de l'usine. Les grévistes sont allés voir le sous-préfet avec qui avaient été menées les négociations (il faisait office d'intermédiaire) ; celui-ci a prétendu ne pas être au courant. La veille, des cadres non grévistes organisaient une réunion ; deux grévistes sont allés discuter, la seule réponse a été les coups, l'un d'eux a en effet été frappé.